

La nouvelle politique de la coopération suisse fait-elle trop de place aux intérêts helvétiques? La lutte contre la pauvreté passera-t-elle au second plan? Les ONG regrettent toutes la stagnation des budgets

# Du nouveau visage de l'aide suisse

CHRISTOPHE KOESSLER

**Coopération** ► La nouvelle politique du Conseil fédéral en matière de coopération internationale représente-t-elle un véritable tournant? Ou le nouveau message sur la coopération 2021-2024 du très libéral ministre Ignazio Cassis, présenté le 2 mai dernier, ne portera-t-il pas vraiment à conséquence? Les avis sont contrastés au sein de la société civile active dans ce domaine, mais dans tous les cas les inquiétudes sont vives alors que le processus de consultation est en cours. Le gouvernement devrait encore revoir sa copie en septembre prochain.

Pour Catherine Schümperli Younossian, secrétaire générale de la Fédération genevoise de coopération (FGC), «il y a un changement de paradigme qui ébranle le milieu de l'aide au développement: le message de la Confédération met expressément en avant l'intérêt de la Suisse dans la coopération bilatérale conduite par la Direction du développement et de la coopération (DDC), alors que jusqu'à présent sa philosophie déclarée était basée sur le désintéressement et la priorité donnée aux besoins des populations. C'est le noyau dur de la coopération qui risque d'être mis à mal par cette nouvelle approche idéologique.»

## De l'altruisme au «win-win»?

Les intérêts de la Suisse et de son économie étaient jusqu'alors explicitement du ressort d'un autre organe, le Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco), qui pèse pour environ 13% du budget global de la coopération, alors que la DDC en gère 84%, note la responsable de la FGC, qui regroupe une soixantaine d'associations genevoises.

Même préoccupation à Berne du côté d'Unité, l'association suisse pour l'échange de personnes dans la coopération au développement, qui regroupe une vingtaine de collectifs: «Nous regrettons que la mention des 'intérêts suisses' figure sur le même plan que les besoins des populations locales. Cela



La DDC devrait renforcer son travail en Afrique et délaissier l'Amérique latine. KEYSTONE

reste flou cependant. Qu'entend-on par intérêts suisses? Ce point reste à clarifier», estime Raji Sultan, secrétaire général de l'organisation.

Un souci d'autant plus prégnant que le Conseil fédéral vise aussi à renforcer l'implication du secteur privé dans la coopération. «Mais de quoi parle-t-on? S'agit-il d'impliquer les entreprises locales sur place ou les multinationales suisses?» interroge Eva Schmassman, responsable de la politique de développement pour Alliance Sud, la faitière de grandes œuvres d'entraide helvétiques. L'entrée en jeu des grandes firmes suisses n'est pas perçue d'un bon œil dans le milieu des ONG, qui observent davantage de contradictions entre celles-ci et les besoins des populations, que le «win-win» (gagnant-gagnant) souvent vanté par les autorités helvétiques.

Autre question apparue dans les médias à peine le message du Conseil fédéral publié: la supposée relégation au second plan de la «lutte contre la pauvreté», l'objectif principal de la coopération jusqu'à aujourd'hui. D'autres buts pourraient lui être substitués: la création d'emplois, le contrôle des migrations, la lutte contre le changement climatique et la promotion de l'Etat de droit. Sur ce point, les ONG se veulent plutôt rassurantes: «Le message fait clairement référence au contenu de la loi sur la coopération qui fixe pour objectif prioritaire la lutte contre la pauvreté. Il reste donc le but principal. Les quatre autres thématiques doivent faire avancer les objectifs prioritaires», assure Eva Schmassman.

A la FGC, on précise aussi qu'il n'est pas nouveau d'introduire des «thématiques spécifiques» dans le message de la Confédération. «Cela ne remet

pas pour autant en question l'orientation fondamentale de la coopération au développement», complète Catherine Schümperli Younossian.

## Pas une nouveauté

De même, l'inquiétude exprimée par certains politiques et journalistes de voir l'aide au développement utilisée pour tenter de diminuer les flux migratoires vers la Suisse se voit tempérée par les milieux de la coopération: «Ce discours n'est pas véritablement une nouveauté non plus. Il faudra surtout surveiller comment ces idées vont être traduites au niveau opérationnel et veiller à ne pas prioriser la lutte contre la migration par rapport à l'amélioration des conditions de vie des populations», réagit la secrétaire générale de la FGC.

C'est l'allocation de 60 millions de francs suisses, «une somme considérable», à un

«fonds migration», qui inquiète Eva Schmassman: «On ne connaît pas les critères pour l'identification des projets. Ceux-ci respecteront-ils l'orientation globale de la coopération internationale?»

Plus fondamentalement, pour la spécialiste, l'idée de mêler l'objectif de la réduction de la migration et l'aide au développement à court terme n'est pas pertinente: «Des études ont montré que c'est l'amélioration des conditions de vie, en particulier des services de santé et d'éducation, qui a un impact sur la migration à longue échéance, explique-t-elle. Concevoir des projets concernant la migration pour obtenir des résultats immédiats serait une erreur.»

Les ONG notent toutefois avec satisfaction que le Conseil fédéral écarte explicitement l'idée de conditionner l'aide au développement à l'existence d'accords de réadmissions des

migrants avec ces Etats, une politique réclamée par l'UDC et jugée impraticable et contre-productive.

## Au revoir l'Amérique latine

Plus globalement, les principales associations d'aide au développement saluent la décision du gouvernement de réduire le nombre de pays d'intervention à 34 (contre 46 aujourd'hui) et de privilégier en général les pays les plus pauvres dans le Sud par rapport aux Etats à revenus intermédiaires. «Le mois dernier, l'OCDE a fait le constat que l'aide suisse était trop dispersée. Ce recentrage est bienvenu, cela permet d'améliorer l'efficacité de l'aide et de diminuer les frais fixes. En revanche, le désengagement prévu d'Haïti est inimaginable, car ce pays continue à vivre des difficultés chroniques et la Suisse y est active depuis des décennies», répond M<sup>me</sup> Schümperli Younossian.

«Il faut se concentrer sur les pays dans lesquels les moyens financiers et les infrastructures sont les plus faibles. Nous réclamons cela depuis des années», renchérit M<sup>me</sup> Schmassman. Le retrait progressif de la DDC d'Amérique latine (considéré comme une catastrophe par d'autres ONG, lire ci-dessous) à partir de 2021 est une conséquence logique de cette politique. «Cependant, il faut que la Confédération continue, comme elle l'a annoncé, à soutenir le travail des ONG suisses dans ces pays, où des fortes inégalités existent, en faveur d'une meilleure redistribution des richesses. La Suisse doit aussi continuer à agir à travers sa politique extérieure et économique et sa diplomatie, pour favoriser les droits humains et la liberté syndicale.»

A ce niveau, le message du Conseil fédéral devrait aussi être revu, estime Raji Sultan: «Il est pourtant essentiel de la renforcer dans les pays du Sud avec l'appui des ONG suisses. Le réseau d'organisation Civicus relève que seul 4% de la population mondiale vit dans des pays où la société civile a la possibilité de s'exprimer librement!». 1

1 monitor.civicus.org

## GÉNÉROSITÉ BRIDÉE À 0,45%

Contrairement à ses engagements, la Suisse prévoit de consacrer seulement 0,45% de son Revenu national brut à la coopération internationale pour les années 2021 à 2024. «C'est la plus mauvaise surprise de ce message, regrette Catherine Schümperli Younossian. Le parlement avait décidé en 2011 d'atteindre le 0,5%. De plus, si on retire les dépenses liées à l'asile en Suisse, qui sont incluses dans les comptes de la coopération internationale, le chiffre tombe à 0,4%.»

L'Etat avait tenu ses promesses en 2015 et 2016, en atteignant les 0,5%, puis y a renoncé en passant à 0,46 en 2017, et 0,44% en 2018. «La Suisse a pourtant signé plusieurs instruments internationaux qui préconisent bien davantage: 0,7%. Des résolutions de l'Assemblée générale de l'ONU, mais aussi les Objectifs du Millénaire et l'Agenda 2030 contiennent cet engagement», rappelle Eva Schmassman.

Pour les ONG, justifier ces restrictions par la nécessité par la Suisse de limiter ses dépenses ne tient pas: «En 2018, la Confédération a dégagé un bénéfice de 2,9 milliards de francs. Soit presque l'équivalent du budget consacré à la coopération au développement en 2018 (3 milliards). A cette lumière, faire des économies dans la coopération est particulièrement choquant», s'indigne Raji Sultan. CKR

## Une «tragédie» pour l'Amérique latine

Franco Cavalli n'en revient pas de la décision du retrait de la coopération publique suisse du continent américain. «C'est une tragédie», déclare le vice-président de Medicuba et directeur de l'Association d'aide médicale à l'Amérique centrale, ancien conseiller national (PS). «Avec peu d'argent, la DDC réalise un travail de qualité qui fait la différence pour les populations», explique l'ancien chef de l'oncologie de l'hôpital de Bellinzona.

Soutien à l'agriculture paysanne, aide à la fourniture en eau potable, formation aux métiers pratiques, expertise pour une gestion saine dans les collectivités publiques locales, etc., la liste des projets abandonnés à partir de 2021 est innombrable. «Pour les ONG suisses, aussi, la présence de la DDC, qui travaille dans le même esprit que nous, est inestimable. Mon association travaille depuis trente-cinq ans au Nicaragua, grâce

à la coopération suisse nous avons accès à tous les ministères, ce ne sera plus le cas si elle se retire. Cette décision va rendre la vie des ONG beaucoup plus difficile», assure-t-il.

## «Cette décision va rendre la vie des ONG beaucoup plus difficiles» Franco Cavalli

Justifier ce retrait par la nécessité de se concentrer sur les pays plus pauvres ne le convainc pas: «Haïti est un des pays les plus pauvres de la planète. La Bolivie et les pays d'Amérique centrale sont des pays à bas revenus également.» Pour lui, cette décision est avant tout motivée par des in-

térêts politiques et économiques suisses: «La majorité des pays concernés sont profilés à gauche (Cuba, la Bolivie et le Nicaragua) et les autres pourraient suivre. Cela ne convient pas aux grandes multinationales suisses. Par contraste, l'Afrique est perçue comme un nouvel eldorado, un continent à conquérir pour ces entreprises et plus facile à exploiter car ses structures de gouvernances sont plus faibles», analyse le médecin à la retraite. Investir davantage en Afrique satisfierait aussi l'UDC qui y voit un moyen de lutter contre la migration illégale.

«Il y a dix jours, j'étais à Cuba où j'ai rencontré des responsables du ministère des Affaires économiques. Quand je leur ai annoncé que l'aide suisse devrait se retirer de Cuba, ils ont été très affectés et ont interrogé: 'Après Trump [qui a renforcé l'embargo contre Cuba], la Suisse?'». CKR